

Alternatives



RAPPORT 2012-2013

- Mot du président (p. 2)
- Programme international (p. 4)
- Programme de mobilisation (p. 10)
- Travailler avec les autres (p. 13)
- Conseil d'administration et équipe de salariés (p. 14)
- Stagiaires et bénévoles (p. 15)
- États financiers (p. 16)
- Coordonnées (p. 18)



MOT DU PRÉSIDENT

À l'aube de son 20^e anniversaire,
Alternatives Solidaire ici, solidaire partout!

Au nom du conseil d'administration et de toute l'équipe de travail, c'est avec une grande satisfaction que nous présentons le rapport annuel de la 19^e année d'Alternatives. Au cours de cette dernière année, la réflexion concernant le financement des activités de l'organisation a occupé une place importante des travaux des instances et de l'équipe. Une restructuration interne et l'obtention d'un financement plus diversifié pour développer autant les projets à l'étranger que l'action et l'éducation en solidarité internationale ici au Québec permettent d'envisager les prochaines années avec plus d'assurance.

Dans les derniers mois, de nouvelles perspectives se sont ainsi développées et de nouveaux projets se sont confirmés. Au niveau de la mobilisation, le Forum social des peuples est devenu maintenant un projet concret. Alternatives a engagé beaucoup d'énergie pour réunir les conditions de réussite au plan démocratique, technique, financier et organisationnel, de ce projet. Cet engagement s'est déployé, entre autres, à travers la mise en place de commissions régionales et de caucus (autochtones, syndical, personnes de couleurs et bientôt femmes). Un véritable processus démocratique s'est mis en place, regroupant un nombre important d'organisations du Canada, du Québec et des premières nations, ce qui fait croire au caractère historique de l'évènement qui reste à bâtir.

Cette implication d'Alternatives s'est réalisé tout en contribuant à différentes mobilisations, toutes aussi en phase avec le FSP, notamment les délégations québécoises à Fort McMurray contre les sables bitumineux et à Tunis au Forum social mondial de 2013. C'est aussi au cours de la dernière année que nous avons réussi une deuxième édition du Festival des solidarités et lancé un nouveau magazine radio sur la solidarité.

La démarche du Forum social des peuples peut constituer un projet rassembleur des mouvements progressistes d'ici et contribuer au renforcement du mouvement social dans ses luttes contre les politiques néolibérales et conservatrices. C'est ainsi que nous entendons poursuivre le travail d'Alternatives dans la prochaine période.

Malgré les difficultés des conjonctures politique et financières, Alternatives persiste à développer, à la fois, des projets à l'étranger tout en maintenant une action politique autonome comme organisation altermondialiste. Tout doit être mis en œuvre pour assurer une telle indépendance de l'organisation. Il faut revendiquer l'altermondialisme comme articulation politique cohérente de la double nature de l'action d'Alternatives. *Solidaire ici, solidaire partout!*

Je veux remercier chaleureusement les membres du conseil d'administration, notre équipe de travail, les membres des comités du conseil, qui ont joué un rôle de premier plan dans la dernière année, autant celles et ceux qui quittent ou qui restent. Je veux aussi remercier nos partenaires de projet, nos partenaires financiers ainsi que tous nos membres pour leur engagement envers Alternatives. Nous allons nous appuyer sur cette énergie pour entreprendre la prochaine année, qui sera marquée, tout au long de l'année, du 20e anniversaire de l'organisation.



Ronald Cameron
Président



LE PROGRAMME INTERNATIONAL

AVEC L'ACDI (IRAK, AFGHANISTAN ET HAÏTI)

Au mois de mars 2013, Alternatives terminait son dernier programme triennal financé par l'ACDI en appui à ses partenaires en Afghanistan, en Haïti et en Irak.

De 2010 à 2013, le projet a permis d'améliorer la capacité institutionnelle et l'efficacité des ministères des Finances de l'Afghanistan. Il a aussi contribué au renforcement de la participation politique des femmes irakiennes et à la création d'alliances et de partenariats entre diverses organisations féminines de la région dans le cadre d'un dialogue sud-sud initié par le réseau *E-joussour*. Puis, dans le contexte de l'après-séisme en Haïti, le projet a appuyé un mouvement de l'agriculture urbaine qui s'est traduit par des centaines de potagers urbains familiaux et collectifs dans quelques-uns des quartiers les plus pauvres de Port-au-Prince.

SOUTIEN À L'ACTION SYNDICALE MÉSOAMÉRICAINNE

Depuis 2009, Alternatives travaille au renforcement des capacités institutionnelles, du rayonnement et du plaidoyer de deux centrales syndicales mésoaméricaines, la *Confederación Unitaria de Trabajadores du Honduras* (CUTH) et la *Centrale sandiniste des travailleurs* (CST) du Nicaragua.

Financé par le Ministère des relations internationales du Québec, ce projet soutient l'action syndicale dans ses efforts d'améliorer le cadre juridique et normatif du droit du travail et de protéger les travailleurs et travailleuses, notamment les femmes, qui œuvrent dans le secteur de l'industrie des *maquiladoras*, principalement du secteur textile. En Amérique centrale, l'industrie des maquiladoras, principalement du secteur textile, génère près du quart de l'emploi de la région. La maquiladora, ou son abbréviation, *maquila*, est une filiale de sous-traitance multinationale qui, en bénéficiant d'incitatifs et d'exonérations, peut produire à plus faible coût des marchandises assemblées, transformées ou élaborées à partir de composants importés.

Faisant converger l'expertise syndicale et la solidarité internationale, ce projet est mené en partenariat avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN), et avec la collaboration de la Central de Unica dos trahadores (CUT) du Brésil, de l'Organisation syndicale du Pays basque (ELA) et de la Centrale syndicale des Amériques (CSA).

La seconde phase a été amorcée au mois de septembre dernier.

APPUYER LE PRINTEMPS DES FEMMES

Le projet « Ejoussour : un plaidoyer pour les droits des femmes dans la région du Maghreb et du Machrek », voit le jour à un tournant dans l'histoire de la région.

Au mois de janvier 2011, le dictateur tunisien Zine El Abidine Ben Ali est renversé à la suite d'un mouvement populaire, massif et non-violent. Un mois plus tard, en Égypte, la population se mobilise contre son dictateur Hosni Moubarak. Les répercussions de ces deux événements déferlent sur l'ensemble de la région et au-delà. Mais alors que les mobilisations prennent de l'ampleur, plusieurs femmes qui ont participé au mouvement constatent les défis colossaux qui accompagnent ces soulèvements.

À travers une série de rencontres et de formations portant sur les droits humains, le plaidoyer et les technologies de l'information et des communications qui se déroulent dans plusieurs villes de la région, le programme financé par l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (IEDDH) de la Commission européenne permet de renforcer les organisations féminines membres d'E-joussour afin qu'elles puissent participer pleinement à la construction de l'après-printemps. En 2012-2013, des jeunes femmes, membres ou volontaires des organisations partenaires, ont également effectué des stages en France et au Québec.

Le portail Ejoussour.net continue de publier des informations sur les mobilisations qui ont cours, mais aussi sur les luttes menées par les femmes et leurs défenseurs et diffuse, au niveau national, régional et international, un plaidoyer contre la violence politique et sociale faites aux femmes dans la région.

Alors que le projet appuyé par l'IEDDH s'est terminé au mois de mars dernier, un nouveau financement accordé par la Commission européenne permettra à Alternatives et ses partenaires d'appuyer le droit à la liberté d'expression et d'opinion, à la liberté d'association, au droit à l'anonymat et au droit d'accès à l'information sur l'Internet dans la région du Maghreb et du Machrek. Dans sa première phase, le projet mettra en place un centre régional spécialisé en cybersécurité. Établi à Tunis, ce centre desservira l'ensemble de la région, ciblant notamment les pays où le filtrage et la cyber-censure sont particulièrement présents. Destiné aux organisations de la société civile, journalistes, blogueurs et dissidents et autres défenseurs de droits humains de la région, on y apprendra à contourner la censure, protéger ses communications digitales et conserver son anonymat en ligne.

Au cours de l'automne, Alternatives inaugurera son bureau à Tunis afin d'appuyer ses partenaires régionaux.

CÉLÉBRER DIX ANS D'AGRICULTURE URBAINE AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER

Depuis 2003, dans le cadre de son programme d'agriculture urbaine, Alternatives encourage l'implication citoyenne dans l'environnement urbain, anime des réunions et des ateliers et développe des outils pédagogiques sur les nouvelles façons d'interagir avec le cadre bâti, l'environnement urbain et le cycle alimentaire, rendre la ville plus verte et les communautés plus en santé.

Au cours des dix dernières années, Alternatives a participé au développement d'une quarantaine d'initiatives en agriculture urbaine, notamment au Québec, en Haïti, au Mali, au Cameroun, à Cuba et au Mexique. Aujourd'hui, ces initiatives évoluent de façon autonome et sont devenues des références dans le secteur. Alternatives s'est mérité la plus haute distinction environnementale du Québec, soit le Phénix de l'environnement et le Prix national de design urbain 2008 pour son projet réalisé avec le Minimum Cost Housing Group (Université McGill) et le Santropol Roulant.

Alternatives est un membre fondateur du Groupe de travail en agriculture urbaine qui a obtenu pour la première fois une consultation publique par droit d'initiative (Prix du maire de Montréal en démocratie, 2012). Suite à ces pétitions et discussions citoyennes, la ville a créé un Comité permanent en Agriculture urbaine qui se penche sur divers piste de développement de l'activité sur le territoire de Montréal. Alternatives et le GTAU siège sur de comité et tente d'y traduire les besoins des centaines de citoyens jardiniers qu'ils côtoient.

Chaque année Alternatives offre une série d'ateliers d'éducation populaire à plus de 300 personnes de tout âge et provenance. Nous sommes présents en milieu scolaire et communautaire et fournissons aussi à des entreprises des ateliers adaptés à leurs projets. Afin de rejoindre un plus grand nombre de citoyens, Alternatives multiplie ses activités de sensibilisation et d'éducation et participe à de nombreux événements en environnement.

Cette année, la ville de Côte-Saint-Luc s'est doté d'un plan en agriculture urbaine « Cultivé à Côte Saint Luc » une première au Québec. Le plan intègre une Charte alimentaire dans laquelle sont énoncés les valeurs et les principes servant à orienter la politique alimentaire. Alternatives participe au comité de travail qui a mis ces outils novateur en place. Il a aussi facilité la réalisation des certaines composantes du programme tel que l'aménagement et l'animation du marché publique.

Dans le cadre de l'école d'été en agriculture urbaine offert à l'UQAM, Alternatives a coordonné et offert la formation d'une semaine portant sur les 'jardins pédagogiques'. Une trentaine d'étudiants on assistés aux cours de tous les horizons professionnels.

Alternatives a co-organisé avec de nombreux partenaires communautaires, la ville de Montréal et certaines entreprises un Écohack, le premier événement de son genre au Québec. Trois 5-7 et un *hackaton* ont eu lieu permettant la réalisation d'une dizaines de projet citoyens associant les nouvelles technologies de l'information, les données ouvertes afin de répondre aux besoins des communautés. Alternatives a coordonné un groupe qui construit une carte du système alimentaire de l'arrondissement

de Hochelaga-Maisonneuve Mercier. Cet outil cartographique, sollicité par les acteurs du milieu, facilite la planification de programmes alimentaires et offre au citoyen une plateforme de recherche des ressources alimentaires de leur quartier.

À Montréal, à travers son programme de mentorat Éco-Leader, Alternatives crée de nouveaux espaces de participation communautaire pour encourager l'implication des jeunes montréalais âgés de 18 à 30 ans dans le développement durable de leurs communautés et initier les élèves et les étudiants des établissements primaires, secondaires et collégiaux à l'agriculture urbaine. Depuis le lancement du programme en 2012, nos éco-leaders ont développé neuf jardins scolaires et deux jardins dans les centres jeunesse, en collaboration avec les écoles participantes, les enseignants, les élèves et les parents.

Dans la dernière année, le programme d'Agriculture urbaine à l'international s'est articulé autour de deux villes, Port-au-Prince et Yaoundé.

En partenariat avec l'Association pour la promotion de la santé intégrale de la famille (Aprosifa) et la mairie de Port-au-Prince, Alternatives a appuyé le développement de plus de 30 jardins collectifs et scolaires dans la capitale. Aujourd'hui, quelque 600 ménages vulnérables sont engagés dans des initiatives d'agriculture urbaine à Carrefour-Feuilles et Martissant, deux quartiers tristement réputés pour leur forte criminalité et leur pauvreté. Le projet a également permis d'approvisionner la clinique d'Aprosifa en aliments frais et nutritifs, de développer des jardins scolaires dans trois des huit écoles municipales de Port-au-Prince et de sensibiliser les enfants au développement durable et à la conservation de l'environnement. Au centre du programme, un site démonstratif affilié à l'Aprosifa, sert d'espace d'expérimentation et de formation.

Depuis 2012, avec l'appui d'un premier groupe de stagiaires du programme Québec sans frontières (QSF), le partenaire camerounais Protège QV a aménagé un jardin urbain démonstratif et développé des outils d'éducation visant à favoriser le développement de l'agriculture urbaine dans le quartier populaire de Biyem-Assi. Cette phase-pilote a suscité beaucoup d'intérêt pour l'agriculture urbaine autant auprès du partenaire que dans la communauté. Inauguré au mois d'août 2012, le jardin démonstratif constitue aujourd'hui un espace d'apprentissage, de ressources et d'expérimentation sur l'agriculture urbaine.

Grâce à une subvention accordée par la Fondation Louise-Grenier et avec la participation d'un nouveau groupe de stagiaires québécois qui séjourneront au Cameroun au printemps 2014, Protège QV amorcera une nouvelle phase du programme par le développement de jardins scolaires et d'un vaste programme pédagogique sur l'agriculture urbaine.

MOBILISER LES JEUNES

Depuis sa création en 1994, Alternatives forme et sensibilise des jeunes stagiaires à la solidarité internationale, la participation citoyenne, les communications sociales et la saine gestion de l'environnement.

En 2012-2013, dans le cadre du programme *Québec sans frontières*, Alternatives envoie deux groupes au Cameroun et en Équateur. Le premier appuie le développement de l'agriculture urbaine à Yaoundé auprès de notre partenaire camerounais Protège QV ; le second réalise des documentaires vidéo avec des jeunes autochtones de la communauté Tsáchila à Santo-Domingo de los Colorados, auprès de l'organisation équatorienne l'Association Cristiano Jovenes (ACJ).

À l'automne 2012, le volet réciprocité du programme permet à une jeune stagiaire équatorienne de l'association de réaliser un stage auprès des YMCA du Québec. Puis, en 2013, deux jeunes volontaires camerounais effectuent un stage auprès du Collectif de recherche en aménagement urbaine et agriculture urbaine (CRAPAUD).

Pendant la même période, le programme de stage de l'Université d'Ottawa permet d'envoyer des stagiaires au Brésil, au Cameroun, en Inde, en Palestine et en Tunisie afin d'appuyer le travail des partenaires d'Alternatives. En Tunisie, par exemple, deux stagiaires participent à l'organisation de la rencontre préparatoire du Forum mondial de Tunis qui se déroule à Monastir au mois de juillet 2012. En Palestine, les stagiaires participent à l'organisation d'un programme d'été pour les Palestiniens des camps de réfugiés. Au Cameroun, le stagiaire a participé au développement d'une champignonnière urbaine.

CONSTRUIRE LES ALLIANCES LES PLUS LARGES AVEC LES FORUMS SOCIAUX

Alternatives et la Fédération Alternatives International soutiennent ardemment le processus des forums sociaux partout sur la planète. En 2012-2013, en partenariat avec plusieurs organisations communautaires et syndicales, Alternatives a organisé une importante délégation de la société civile au *Forum social mondial* à Tunis, qui s'est déroulé au mois de mars 2013. Dans le cadre de ce forum, Alternatives a appuyé la création de l'espace climat et dirigé la convergence sur la Palestine.

Alternatives a également joué un rôle central dans l'organisation du *Forum Palestine Libre* au mois de novembre 2012 et le *Forum sud-asiatique de Dhaka* au mois de décembre 2012.

BRISER LE CERCLE VICIEUX DE LA FAMINE AU NIGER

Au Niger, crises alimentaires et famines se succèdent, rappelant chaque fois les graves problèmes structurels que connaît le pays.

En 2007, Alternative espaces citoyens (Membre d'Alternatives International), et plusieurs associations de paysan et de paysannes locales formaient un consortium sur le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire. Devenu un cadre de référence pour la promotion du droit à l'alimentation, ce consortium proposait d'aborder les systèmes alimentaires du point de vue des droits humains, une approche innovante en Afrique de l'Ouest. À travers des campagnes d'éducation citoyenne et un travail de plaidoyer auprès des instances politiques, il cherche à sensibiliser la population au droit à l'alimentation et à développer une politique nationale sur la souveraineté alimentaire.

Ce travail de plaidoyer s'est traduit par la consécration du droit à l'alimentation à travers l'article 12 de la Constitution du 25 Novembre 2010 qui dispose que « tout citoyen a droit à une alimentation saine et suffisante et à l'eau potable dans les conditions définies par la loi. »

Depuis 2012, Alternatives soutient le travail de la société civile nigérienne afin qu'elle puisse identifier des solutions plus durables à l'insuffisance alimentaire du pays qui, chaque fois, menace des millions de personnes, dont plusieurs enfants. En 2014 Alternatives et plusieurs partenaires internationaux mèneront une nouvelle mission commune visant à élaborer une stratégie pour mieux appuyer les organisations de la société civile et les paysans du Niger dans leurs efforts pour renforcer la souveraineté alimentaire au pays et dans la région.



PROGRAMME DE MOBILISATION

CHANGEONS LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT

Depuis son arrivée au pouvoir, le Gouvernement Harper a torpillé le Protocole de Kyoto et repoussé l'imposition de réglementations concernant les émissions de gaz à effet de serre. Il a amputé Environnement Canada de quelque 700 experts et cherché à doubler le développement et l'exportation des sables bitumineux pour satisfaire les besoins d'une industrie parmi les plus polluantes du monde au détriment de notre écosystème.

En 2012, la Fédération Alternatives International lance justiceclimatique.ca, un site Internet qui propose des avenues d'implication dans la lutte sur les changements climatiques. Dans le Devoir, Alternatives publie plusieurs articles qui appellent les gouvernements du Québec et du Canada à respecter pleinement le protocole de Kyoto et à réorienter la gestion des ressources naturelles et l'axer sur le bien commun. Au mois de juin 2012, Alternatives et ses partenaires québécois accompagnent plus de 80 personnes au Sommet des peuples, organisé en marge de Rio +20. Avec la fédération Alter Inter, Alternatives proclame : « Changeons le système, pas le climat! », afin que la volonté des populations soient au cœur des politiques climatiques et des priorités économiques et sociales qui les influencent.

À l'heure du réchauffement climatique, l'enjeu de l'arrivée du pétrole des sables bitumineux albertains au Québec est criant d'actualité. Alternatives a organisé au mois de juillet 2013 une délégation québécoise à Fort Mc Murray, à la rencontre des communautés autochtones affectées. La délégation était composée de représentant-es de divers mouvements sociaux et environnementaux du Québec soucieux de mieux comprendre les enjeux et surtout de mieux les expliquer aux Québécois-es. Cette délégation participa notamment au "Healing Walk" les 5 et 6 juillet 2013. L'été 2013 nous permet de faire une fructueuse campagne questionnant l'arrivée des sables bitumineux au Québec.

LES MÉDIAS D'ALTERNATIVES

Pendant l'année 2012-2013, grâce au travail d'une vingtaine de bénévoles issus de sa base militante, Alternatives continue de publier mensuellement le *Journal des Alternatives* (JdA), en français, et le *Alternatives International Journal* (AIJ), en anglais. Chacune de ces publications est diffusée à plus de dix mille abonnés.

Le 4 septembre dernier, Alternatives lançait la Solidarité en action, une nouvelle émission d'affaires publiques mensuelle sur les ondes de CIBL 101,5 FM.

En 2012-2013, Alternatives a maintenu sa page mensuelle dans le quotidien Le Devoir. Tour à tour, nous y avons parlé de solidarité internationale, d'extractivisme, de la Palestine, de l'économie verte, etc....

Durant cette même période, nos différents médias sociaux ont grimpé en flèche avec globalement des milliers de nouveaux abonnés.

FESTIVAL DES SOLIDARITÉS 2013

La deuxième édition du Festival des solidarités s'est déroulée à l'Usine C le 15 juin 2013. Cette activité remplace les Journées alternatives annuelles qui, depuis dix-sept ans, se tenaient au mois d'août à l'extérieur de Montréal.

Près de 400 personnes ont assisté à l'événement de cette année qui portait en majeure partie sur la thématique de l'extractivisme. Plusieurs invités nationaux et internationaux ont contribué au succès de l'événement, notamment Melissa Mollen Dupuis (Idle no More Qc), Carlos Tores (militant chilien), Jean Léger (Coalition vigilance Oléoducs), Patrick Bonin (Greenpeace-Qc), Gabriel Nadeau-Dubois, Dominic Champagne et notre invité spécial : Nnimmo Bassey (Nigéria, Prix Nobel alternatif, 2010).

AQOCI: PARTENAIRES SOLIDAIRES POUR L'AQSI

Jadis chef de file, aujourd'hui, avec les coupures à l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI), le Canada fait pauvre figure sur la scène de la coopération internationale. Afin de relancer son partenariat avec l'ACDI, un partenariat fondé sur le dialogue et le respect de l'autonomie de chaque organisme, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et ses 65 membres ont lancé la campagne *Partenaires solidaires*.

Parallèlement à cette campagne, les membres de l'AQOCI et le Ministère des relations international du Québec ont amorcé une réflexion sur la création éventuelle d'une Agence québécoise de solidarité internationale (AQSI). Ce nouvelle agence permettrait de pallier les insuffisances de l'ACDI et surtout permettre aux organismes québécois de mener leur travail de solidarité dans le respect de la Déclaration du Québec de 2007, qui intègre une Charte de principes pour un développement solidaire et une Charte de principes sur les droits humains et le développement.

FORUM SOCIAL DES PEUPLES

La dernière année a vu s'activer la mobilisation en vue de la préparation du Forum social des peuples qui est prévu pour le mois d'août 2014.

Au mois de janvier dernier, à Ottawa, l'assemblée de fondation du forum a attiré plus de 150 délégués de tous les coins du pays, dont plus de trente autochtones et a permis de créer le comité de suivi. En juillet 2012, une seconde assemblée est venue confirmer le processus. Plusieurs centaines de personnes du Québec, du Canada et des Premières nations sont maintenant impliquées dans le projet historique de tenir ce premier Forum social au Canada.

SERVICE D'AIDE À L'EMPLOI POUR LES IMMIGRANTS

Alternatives a maintenu ses services d'aide à l'emploi aux immigrants et aux nouveaux arrivants de toutes origines. Ces services ont pour objectif de faciliter la transition vers l'emploi, de les aider à comprendre les mécanismes, les règles et le fonctionnement du marché du travail québécois, de leur permettre d'acquérir des expériences de travail et de faciliter l'accessibilité et l'utilisation des services collectifs en ce domaine.

Alternatives offre à la fois des services individualisés et des services collectifs de formation. Tous ces services sont gratuits et sont offerts en français, en anglais et en arabe.

HAÏTI: EXPOSITION SOLIDAIRE

L'Association pour la Promotion de la Santé Intégrale de la Famille (Aprosifa) est une organisation bénévole haïtienne qui travaille depuis 15 ans dans les bidonvilles situés au flanc du Morne l'Hôpital, colline qui surplombe la ville de Port-au-Prince. Au mois de février 2013, dans le cadre du mois de l'histoire des Noirs, à Montréal, l'Aprosifa et Alternatives organisaient une exposition de toiles réalisées par de jeunes peintres haïtiens et haïtiennes. Cette exposition a été accueillie par le Café Graffiti, un espace qui offre un milieu de vie aux jeunes montréalais, favorise leur reconnaissance professionnelle et met en œuvre des activités pour aider à combattre l'exclusion et la marginalité.



TRAVAILLER AVEC LES AUTRES

Avec chaque nouveau projet et chaque nouvelle campagne, chaque nouveau membre, stagiaire ou bénévole, nous sommes de plus en plus persuadés qu'ensemble, les citoyens engagés peuvent construire des sociétés durables. C'est pourquoi nous vous invitons à « *La solidarité en action!* ».

Alternatives à Montréal est membre:

- de la fédération Alternatives International,
- du Conseil International du Forum social mondial,
- de l'Association pour le progrès dans les communications,
- de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale,
- de la Concertation pour Haïti,
- de Food Secure Canada,
- du Réseau pour un commerce juste,
- du Réseau québécois sur l'intégration continentale,
- du Réseau québécois des groupes écologistes,
- de la Coalition pour la Justice et la paix en Palestine,
- des coalitions Pas de démocratie sans voix! et Voices-Voix,
- du Mouvement vigilance énergie,
- de la Coalition pour la souveraineté alimentaire et
- du Regroupement des jardins collectifs du Québec.



CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ÉQUIPE DE SALARIÉS

EMPLOYÉS

Michel Lambert, Directeur général

Bashir Abdelgayoum, Afrique du Nord,
Moyen-Orient

Marcela Escribano, Amérique latine et Caraïbes

Laurence Fauteux, Stagiaire OCI

Mélanie Hughes, Programmes jeunesse

Gaëlle Janvier, Agriculture urbaine et systèmes
alimentaires

Feroz Mehdi, Asie du Sud et Secrétaire général
d'Alternatives International

Jimmy Linch, Levée de fonds

Khadija Mounib, Employabilité et immigration

Yasmina Moudda, Comptabilité

Gabriel Nadeau-Dubois, Consultant en
communications

Catherine Pappas, Nouvelles initiatives

Julien Boumard Coallier

Roger Rashi, Campagnes et mobilisation

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ronald Cameron, Président

Claude Généreux, Trésorier

Michèle St-Denis, Conseil exécutif

Thérèse Guay, Conseil exécutif

Marie Auer Labonté, Administratrice

Susan Caldwell, Administratrice

Thomas Chiasson Lebel, Administrateur

Sonia Djelidi, Administratrice

Myriam Fahmi, Administratrice

Nathalie Guay, Administratrice

Guillaume Hébert, Administrateur

Hamouda Soubhi, Représentant AlterInter

Louise Vandelac, Administratrice



STAGIAIRES ET BÉNÉVOLES

BÉNÉVOLES DES JOURNAL DES ALTERNATIVES ET ALTERNATIVES INTERNATIONAL JOURNAL

Ailisha Macharia, Anastasia Manannikova, Anne Guay, Bipasha Sultana, Bradley Castelli, Brittany McGillivray, Emilie Gosselin Cormier, Emilie Katavic, Geneviève Lavoie-Mathieu, Georgina Alonso, Harriet Sherwood, Houda Chergui, Idil Isse, Isabelle Reford, Jacob Dobias, Jessica Newfield, Jillian Ward, Joel Balsam, Juan Camilo Velásquez-Buriticá, Karine Pontbriand, Kathryn Rockwell, Kaveh Boveiri, Kevin Gravier, Lola Duffort, Marianne Hill, Marie-Eve Lefebvre, Jacinthe Leblanc, Arij Riahi, Claude Vaillancourt, Andréanne Thibault, Isabelle L'héritier, Marion Bauer, Mélissa Grégoire, Melissa Wils-Owens, Michael D'Alimonte, Michael Reford, Michael Sabelli, Olivia Zeydler, Sta Kuzviwanza, Stephen Eldon Kerr, Suzana Khoshabi, Tamkinat Mirza, Tariqa Tandon, Tomi Haxhi, Wendy Papakostandini, Florence Bouchard-Lepage, Sophie Asselin, Émilie Gosselin-Cormier, Rémi Léonard, Nafi Alibert, Camille Raillon, Mathieu Trépanier.

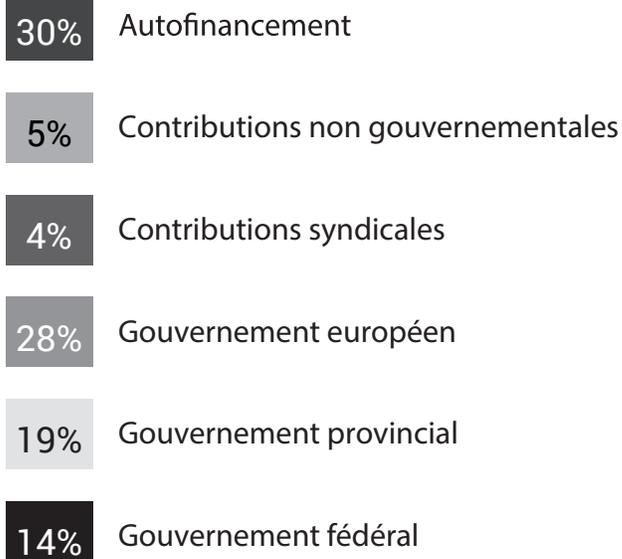
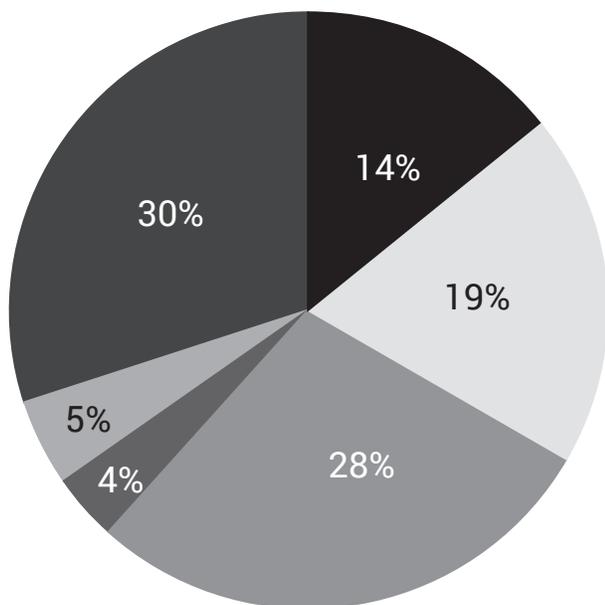
STAGIAIRES

Alejandro De La Torre, Alexandre Brunet, Alixbeth Mejia, Amanda Arella, Amidou Konare, Anastasia Manannikova, Andrea Wilson, Andréanne Thibault, Andreia Furtado, Anne Claudine Laroche, Brittany Mc Gillivray, Cai Raitoul, Caner Oktem, Catherine Brouillette, Claudia Vergnole, Elisabeth Baril, Emelia Koberg, Emilie Katavic, Évelyne Boisjoly-Lavoie, Frederique Blache, Gabrielle Lamotagne-Hallé, Geneviève Perron, Houda Chergui, Jade Langevin, Janic Grondin, Jean-Sébastien Girard, Karine Pontbriand, Kevin Gravier, Laurent-Dominic, Chantal-Fortin, Lysanne Morissette, Marie-Anne Viau, Marie-Élaine Boily, Marie-Eve Lamoureuse Laprise, Marie-Ève Lefebvre, Marine Anais, Marion Levieux, Michael D'Alimonte, Michel Presseault, Myrite Rotstein, Robert Philion, Roxanne Piché, Simon Gosseline, Sophie Bonnet, Stéfanie Wells, Thomas Scorticati, Virginie Tittley.

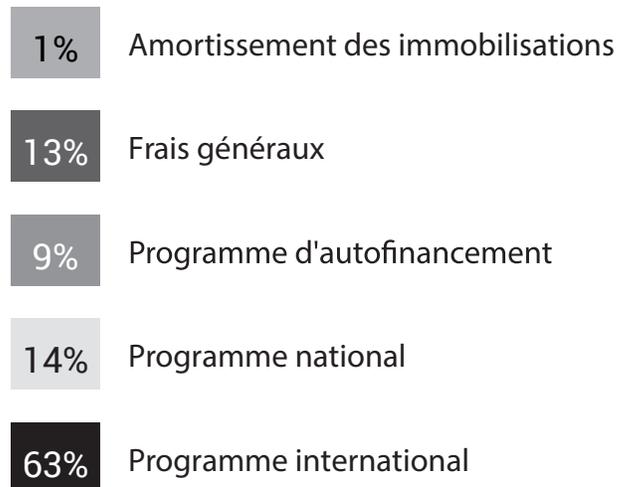
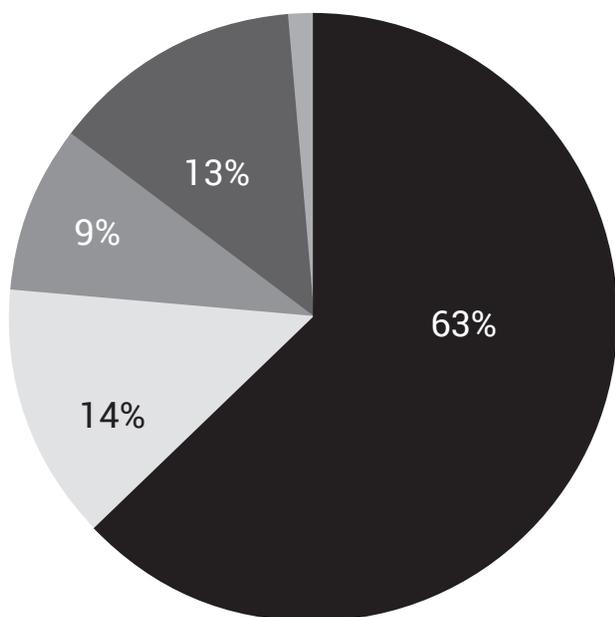
ÉTATS FINANCIERS

Bilan	2013	2012
Actif		
Actif à court terme	892 523 \$	1 175 329 \$
Immobilisations	481 522 \$	503 095 \$
Total	1 374 045 \$	1 678 424 \$
Passif et actif net		
Passif à court terme	466 811 \$	756 153 \$
Dette à long terme	-	-
Actif net	907 234 \$	922 263 \$
Total	1 374 045 \$	1 678 416 \$
État des résultats		
Produits		
Gouvernement fédéral (Canada)	293 382 \$	302 962 \$
Gouvernement provincial (Québec)	395 550 \$	415 075 \$
Gouvernement européen	581 302 \$	343 334 \$
Contributions syndicales	79 718 \$	85 648 \$
Contributions non gouvernementales	91 961 \$	37 265 \$
Autofinancement	617 899 \$	709 477 \$
Total	2 059 812 \$	1 893 761 \$
Charges		
Programme international	1 305 034 \$	1 205 157 \$
Programme national	280 779 \$	164 139 \$
Programme d'autofinancement	186 366 \$	223 503 \$
Frais généraux	276 755 \$	277 894 \$
Amortissement des immobilisations	25 906 \$	27 113 \$
Total	2 074 840 \$	1 897 806 \$
Excédent des produits sur les charges	-15 028 \$	-4 045 \$

PRODUITS



CHARGES





COORDONNÉES

Alternatives

3720, Avenue du Parc, bureau 300
Montréal, QC, H2X 2J1, Canada

Téléphone : 514-982-6606

Sans frais: 1-800-982-6646

Télécopieur : 514-982-6122



sur le web:
www.alternatives.ca



[facebook.com/
alternativesMTL](https://facebook.com/alternativesMTL)



sur twitter:
[@alternativesMTL](https://twitter.com/alternativesMTL)



[youtube.com/
alternativesNGO](https://youtube.com/alternativesNGO)